



# **Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

Distr. limitée  
15 octobre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## **Sixième session**

Vienne, 15-19 octobre 2012

Point 2 a) de l'ordre du jour

### **Examen de l'application de la Convention**

**des Nations Unies contre la criminalité transnationale**

**organisée et des Protocoles s'y rapportant: Convention**

**des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

## **Chine et Fédération de Russie: projet de résolution**

### **Les organisations non gouvernementales et le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant**

*La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée,*

*Rappelant* sa résolution 6/[...], intitulée "Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant", par laquelle elle a établi le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant et adopté ses termes de référence,

*Ayant à l'esprit* que, conformément à la résolution 6/[...], le premier cycle d'examen portera sur les articles du groupe thématique sur l'incrimination et la coopération internationale (entraide judiciaire et extradition) ainsi que, dans le cadre de ces articles, sur la formation, l'assistance technique et d'autres mesures, comme spécifié à l'annexe [IV] de cette résolution,

*Rappelant* que, conformément au paragraphe 41 des termes de référence, le Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme est un groupe intergouvernemental à composition non limitée composé d'États parties à la



Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>1</sup> qui fonctionne sous l'autorité de la Conférence et lui fait rapport,

*Ayant à l'esprit* que, conformément au paragraphe 43 des termes de référence, le Groupe de Palerme a pour fonctions de superviser le processus d'examen afin de recenser les problèmes et les bonnes pratiques, ainsi que d'examiner les besoins d'assistance technique pour veiller à la bonne application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant<sup>2</sup> et, sur la base de ses délibérations, de présenter des recommandations et conclusions à la Conférence pour examen et approbation,

*Considérant* qu'il est nécessaire de tirer parti des contributions des organisations non gouvernementales pour réaliser les objectifs du Mécanisme d'examen,

1. *Décide* de ce qui suit:

a) Afin de promouvoir le dialogue constructif avec les organisations non gouvernementales traitant de questions liées aux objectifs de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et/ou des Protocoles s'y rapportant<sup>3</sup>, des séances d'information sont organisées au sujet des résultats du processus d'examen, notamment des besoins d'assistance technique recensés;

b) Ces séances d'information sont convoquées en marge des sessions du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et conduites par le secrétariat en coopération avec un membre du Bureau à la demande du Président de la Conférence, sur la base des rapports du Groupe de Palerme, des rapports thématiques sur l'application et des additifs régionaux supplémentaires;

c) Aucune situation d'un pays particulier n'est abordée lors des séances d'information;

d) Le secrétariat invite à de telles séances d'information les organisations non gouvernementales concernées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, ainsi que toute autre organisation non gouvernementale concernée qui, conformément aux paragraphes 1 et 2, respectivement, de l'article 17 du règlement intérieur de la Conférence, a été autorisée à participer en qualité d'observateur à la session de la Conférence tenue avant la séance d'information;

e) S'il est fait objection à la participation d'une organisation non gouvernementale, le Groupe de Palerme est saisi de la question et tranche compte tenu, *mutatis mutandis*, du paragraphe 2 de l'article 17 du règlement intérieur de la Conférence;

f) Les organisations non gouvernementales qui souhaitent participer à une séance d'information doivent confirmer leur participation au plus tard 10 jours avant la date de la séance, moment auquel elles seront autorisées à communiquer leurs observations par écrit;

g) Les séances d'information sont ouvertes aux représentants des États Membres et des organisations intergouvernementales;

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 2225, n° 39574.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

h) Le secrétariat établira des résumés des séances d'information et les soumettra au Groupe de Palerme en tant que documents de séance;

i) Les organisations non gouvernementales sont encouragées à faire rapport à la Conférence et/ou au Groupe de Palerme, selon que de besoin, individuellement ou collectivement, sur leurs activités et contributions à la mise en œuvre des recommandations et des conclusions du Groupe de Palerme et, le cas échéant, de tout autre mécanisme mis en place par la Conférence, en particulier les recommandations et conclusions relatives à la satisfaction des besoins d'assistance technique et à l'amélioration des capacités aux fins de l'application effective de la Convention et des Protocoles s'y rapportant;

2. *Prie* les États parties et signataires de tirer parti des séances d'information pour poursuivre un dialogue constructif sur la contribution des organisations non gouvernementales à l'application effective de la Convention et des Protocoles s'y rapportant;

3. *Prie* le Groupe de Palerme d'évaluer, à la fin du premier cycle d'examen, la présente résolution, y compris les résultats concrets de son application et, sur la base de cette évaluation, d'établir et de présenter à la Conférence un rapport renfermant les conclusions et recommandations adoptées d'un commun accord.

---